



TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE13

INTRODUCTION

0.1. Vendre à l'étranger : quelle belle aventure !17
0.2. La convention de Vienne, à la base de cet ouvrage18
0.3. Quel est l'objectif de cet ouvrage ?20
0.4. Avertissement21

CHAPITRE 1 : QU'EST-CE QU'UN CONTRAT DE VENTE INTERNATIONAL, AU JUSTE ?

1.1. Qu'est-ce qu'un contrat de vente international ?23
1.2. Qu'est-ce qui caractérise la vente par rapport à d'autres types de contrats ?24
1.3. Où se trouve la frontière entre le contrat de vente et le contrat d'entreprise ?25
1.4. La vente concerne-t-elle essentiellement des "marchandises" ?26
1.5. Qu'est-ce qui rend "international" un contrat de vente ?27
1.6. Quelle est la place du contrat de vente international dans l'ensemble des activités export ?29
1.7. "Contrat", "Accord" et "Convention" : tous ces termes signifient-ils la même chose ?30
1.8. Une personne extérieure au contrat peut-elle être liée par un contrat de vente ?31
1.9. Lorsqu'un contrat est conclu, peut-on le modifier par après ?32
1.10. Quels sont les grands principes sous-jacents à tous les contrats ?33

CHAPITRE 2 : COMMENT ET A QUEL MOMENT EST-ON ENGAGÉ DANS UN CONTRAT ?

2.1. Qu'est-ce que la "conclusion" d'un contrat ?35
2.2. En faisant une offre, le vendeur s'engage-t-il déjà ?36
2.3. Comment exprimer son accord dans un contrat de vente ?38
2.4. Sur quoi les parties doivent-elles être d'accord ?38

2.5.	Que se passe-t-il dès qu'il y a conclusion du contrat ?	40
2.6.	Pourquoi est-ce si important de connaître le moment exact de la conclusion d'un contrat ?	41
2.7.	A quel moment a lieu la conclusion du contrat lorsque les parties communiquent à distance ?	42
2.8.	L'adage "Qui ne dit mot consent" peut-il s'appliquer ?	43
2.9.	Le vendeur peut-il revenir sur son offre après l'avoir envoyée à son prospect ? L'acheteur peut-il revenir sur son acceptation après l'avoir envoyée au vendeur ?	44
2.10.	Le vendeur peut-il éviter, dès le départ, de prendre des engagements dans son offre ?	45
2.11.	Que se passe-t-il lorsque l'acceptation ou le bon de commande de l'acheteur ne correspond pas à l'offre initiale du vendeur ?	46

CHAPITRE 3 : EST-ON DEJA TENU PAR DES OBLIGATIONS DURANT LES NEGOCIATIONS ?

3.1.	Prend-on déjà des engagements durant les négociations ?	49
3.2.	Une obligation de bonne foi, même pendant les négociations ?	50
3.3.	Un vendeur professionnel a-t-il le devoir d'informer correctement l'acheteur ?	52
3.4.	Dans quelle mesure la responsabilité du vendeur est-elle engagée s'il vante exagérément son produit ou crée de la pression sur le client ?	53
3.5.	Un contrat de confidentialité : Pourquoi ?	54
3.6.	Un contrat de non-concurrence : Pourquoi ?	55
3.7.	Qu'est-ce qu'une lettre d'intentions ?	56
3.8.	Quelle est la portée juridique des lettres d'intentions ?	57
3.9.	Comment limiter la portée juridique d'une lettre d'intentions ?	58
3.10.	Qu'est-ce qu'un exportateur peut espérer d'une lettre d'intentions ?	59
3.11.	Peut-on s'engager à donner la priorité à un interlocuteur en particulier durant les négociations ?	60

CHAPITRE 4 : QU'EST-CE QUI REND VALIDE UN CONTRAT DE VENTE INTERNATIONAL ?

4.1.	Qu'est-ce qu'un contrat valide ?	61
4.2.	Quelles sont les conditions de validité ?	62
4.3.	Que signifie " consentement " ?	63

4.4.	Peut-on considérer qu'il n'y a pas de consentement alors qu'on a exprimé un accord ou signé un contrat écrit ? . . . . .	.64
4.5.	Un contrat pourrait-il être annulé lorsqu'une partie a été trompée par l'autre (dol) ? . . . . .	.64
4.6.	Un contrat pourrait-il être annulé lorsqu'une partie s'est trompée (erreur) ? . . . . .	.66
4.7.	Un contrat pourrait-il être annulé lorsqu'une partie a été menacée de conclure ? . . . . .	.67
4.8.	Un contrat pourrait-il être annulé du fait que le prix était trop bas ou, au contraire, excessif par rapport à la valeur réelle de la marchandise ? . . . . .	.68
4.9.	Que se passe-t-il lorsque la vente de la marchandise est interdite par la loi ? . . . . .	.70
4.10.	Qu'en est-il lorsque la marchandise n'est pas déterminée ou n'existe pas ? . . . . .	.71
4.11.	Qu'advient-il du contrat si les conditions de validité ne sont pas remplies ? . . . . .	.72

CHAPITRE 5 : COMMENT PROUVE-T-ON L'EXISTENCE D'UN CONTRAT DE VENTE ?

5.1.	A quoi doit ressembler un contrat ? . . . . .	.75
5.2.	Peut-on conclure un contrat, même oralement ? . . . . .	.76
5.3.	La validité d'un contrat oral est-elle établie dans tous les pays du monde ? . . . . .	.76
5.4.	Comment s'assurer de n'être engagé que lorsqu'un contrat écrit est signé ? . . . . .	.77
5.5.	De quels moyens de preuve dispose-t-on ? . . . . .	.78
5.6.	Y a-t-il un ordre de priorité dans la "valeur" des preuves ? . . . . .	.79
5.7.	Une signature électronique a-t-elle la même force probante qu'une signature manuscrite ? . . . . .	.80
5.8.	Pourrait-on réinterpréter le contenu d'un contrat écrit par de simples témoignages ? . . . . .	.81
5.9.	Même si l'écrit n'est pas obligatoire, il est cependant conseillé : pourquoi ? . . . . .	.82
5.10.	Si on opte pour la rédaction d'un écrit, y-a-t-il des exigences légales de forme ? . . . . .	.83
5.11.	Est-il conseillé d'être le plus clair et le plus précis possible ? . . . . .	.84
5.12.	Dans quelle langue un contrat doit-il être rédigé ? . . . . .	.85

5.13.	Que faire si les parties ne connaissent aucune langue commune ? . . . . .	.86
5.14.	Peut-on utiliser l'anglais en toutes circonstances ? . . . . .	.86
5.15.	Lorsqu'un contrat est conclu, comment peut-on le modifier par après ? Comment prouver cette modification ? . . . . .	.87

CHAPITRE 6 : QUELLES SONT LES CLAUSES QUI APPARAISSENT HABITUELLEMENT DANS UN CONTRAT DE VENTE INTERNATIONAL ?

6.1.	Un contrat écrit doit-il suivre des règles de rédaction bien particulières ? . . . . .	.89
6.2.	Que se passe-t-il si le contrat est très laconique ou ambigu ? . . . . .	.91
6.3.	Qu'entend-on par "contrat simple", "contrat cadre" et "contrat type" ? . . . . .	.92
6.4.	Que signifient "clause suspensive" et "clause résolutoire" ? . . . . .	.92
6.5.	Quelles sont les clauses habituelles dans les contrats de vente internationaux ? . . . . .	.95
6.6.	Quel titre donne-t-on au contrat ? . . . . .	.97
6.7.	Qui sont les parties au contrat ? . . . . .	.98
6.8.	Qui sont les signataires du contrat ? . . . . .	.99
6.9.	Que se passe-t-il si les signataires ne sont pas habilités à signer au nom de la société ? . . . . .	.100
6.10.	Qu'est-ce que la théorie du mandat apparent ? . . . . .	.101
6.11.	Pourquoi introduire un contrat par un préambule ? . . . . .	.102
6.12.	Quel est l'objet du contrat ? . . . . .	.103
6.13.	Pourquoi décrire avec précision ce qui est vendu ? . . . . .	.104
6.14.	Que faut-il indiquer dans la description de la marchandise ? . . . . .	.105
6.15.	Quel prix mentionner dans le contrat ? . . . . .	.107
6.16.	Pourrait-on indexer un prix fixé dans le contrat ? . . . . .	.108
6.17.	Que comportent les modalités de paiement ? . . . . .	.109
6.18.	Quelles sont les obligations du vendeur ? . . . . .	.111
6.19.	Livraison ou mise à disposition de la marchandise : A quel endroit et à quel moment ? . . . . .	.112
6.20.	Comment exprime-t-on les modalités de transport ? Quel est l'intérêt d'utiliser des Incoterms ? . . . . .	.113
6.21.	Quels sont les incoterms proposés par la CCI ? . . . . .	.115
6.22.	Transfert de propriété de la marchandise : à quel moment ? . . . . .	.121
6.23.	Peut-on reporter à plus tard le transfert de propriété ? . . . . .	.122
6.24.	Est-on certain de pouvoir bénéficier de la	

clause de réserve de propriété dans tous les cas ?	123
6.25. Le vendeur peut-il profiter de la clause de réserve de propriété même en cas de faillite de l'acheteur ?	124
6.26. Conservation de la marchandise jusqu'à la livraison : le vendeur en est-il responsable ?	126
6.27. Que signifie "la garantie d'éviction" ?	127
6.28. Dans quelle mesure la marchandise vendue doit-elle être conforme ?	127
6.29. Durant combien de temps le vendeur est-il tenu de répondre à son obligation de conformité ?	128
6.30. Défauts apparents et cachés prévus en droit français et en droit belge : que signifient ces termes ?	130
6.31. Quelles sont les obligations de l'acheteur ?	132
6.32. Quand et comment l'acheteur doit-il payer ?	133
6.33. Le client a-t-il l'obligation de spécifier la marchandise ?	134
6.34. Quand l'acheteur doit-il prendre livraison de la marchandise ?	135
6.35. Transfert des risques : à quel moment ?	135
6.36. Que se passe-t-il en cas de mauvaise exécution ou de non-exécution du contrat par l'une des parties ?	136
6.37. Rupture de contrat : quelle est la différence entre "résolution" et "résiliation" ?	138
6.38. Peut-on décider de résoudre (rompre) un contrat par l'une des parties ?	139
6.39. L'inexécution doit-elle être essentielle pour pouvoir entraîner la rupture du contrat ?	140
6.40. Est-il possible de rompre le contrat de façon anticipative ?	141
6.41. Peut-on s'exonérer de sa responsabilité dans le cas de non-conformité de la marchandise ?	142
6.42. Les clauses exonératoires ou limitatives de responsabilité sont-elles tolérées ?	144
6.43. Peut-on s'exonérer de sa responsabilité en cas d'accidents causés par un produit défectueux ?	145
6.44. Clause de force majeure : quel en est l'intérêt ?	146
6.45. Peut-on aménager une clause de force majeure ?	147
6.46. Clause de hardship, de l'imprévision ou de sauvegarde : quel est son intérêt ?	149
6.47. Clause de confidentialité : pourquoi ?	150
6.48. Clause de non-concurrence : quel est son intérêt ?	151
6.49. Clause des quatre coins ou clause d'intégralité : pourquoi ?	153

6.50.	Clause du maintien des droits : pour quoi faire ?	154
6.51.	Comment pourrait-on modifier ultérieurement un contrat ?	155
6.52.	A quel moment le contrat prend-il effet et pour combien de temps ?	155
6.53.	Juge compétent et droit applicable : des notions différentes ?	156
6.54.	Un contrat doit-il être daté et signé ? En combien d'exemplaires ?	157
6.55.	Comment bien rédiger un contrat ?	158
6.56.	Où trouver des modèles de contrats-types sur Internet ?	159

CHAPITRE 7 : QUEL EST LE DROIT QUI S'APPLIQUE A UN CONTRAT DE VENTE INTERNATIONAL ?

7.1.	Le contrat, est-ce avant tout la liberté ?	161
7.2.	À quoi peut bien servir le droit des contrats ?	162
7.3.	Qu'en est-il des règles impératives ou d'ordre public ?	163
7.4.	Que se passe-t-il si une clause du contrat est interdite par une loi impérative ?	164
7.5.	Qu'est-ce que le droit applicable ?	165
7.6.	Pourquoi est-ce si important de déterminer un droit applicable au contrat ?	166
7.7.	Les parties ont-elles la liberté de choisir le droit qu'elles veulent ?	167
7.8.	Peut-on envisager l'application de plusieurs droits différents pour un même contrat ?	168
7.9.	Pourquoi devoir choisir le droit d'un Etat et non le droit international ?	169
7.10.	Pourquoi ne pas faire référence à des usages commerciaux admis dans le monde entier au lieu d'un droit national ?	170
7.11.	Quel droit est-il préférable de choisir ?	171
7.12.	Comment puis-je argumenter pour convaincre un client d'accepter le droit de votre pays ?	172
7.13.	Que faire si l'acheteur refuse d'appliquer au contrat le droit de votre pays ?	173
7.14.	Si vous avez déterminé un certain droit dans le contrat, est-ce d'office celui-là qui sera appliqué ?	174
7.15.	Le droit applicable : est-ce le droit figé au moment de la conclusion du contrat ou est-ce le droit en temps réel ?	175
7.16.	Si les parties n'ont rien prévu, quel est le droit qui va s'appliquer ?	176
7.17.	Est-ce recommandé de ne pas déterminer de droit applicable au moment de la conclusion du contrat ?	178

CHAPITRE 8 : QUEL EST LE JUGE COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE ?

8.1.	A quoi sert la clause attributive de juridiction ?	182
8.2.	Quels sont les choix possibles ?	183
8.3.	Dès qu'il y a un litige, doit-on toujours envisager un recours devant une juridiction ?	184
8.4.	Peut-on tenter de trouver une solution à l'amiable avec l'intervention d'un tiers ?	185
8.5.	En quoi consiste le recours devant des instances judiciaires d'un pays (juridictions publiques) ?	186
8.6.	En quoi consiste le recours devant l'arbitrage (juridiction privée) ?	187
8.7.	Comment rendre un ou plusieurs arbitres compétents pour connaître des litiges entre les parties ?	188
8.8.	Existe-t-il beaucoup de centres d'arbitrage dans le monde ?	189
8.9.	Comment se déroule une procédure d'arbitrage ?	191
8.10.	Quels sont les avantages de l'arbitrage par rapport aux cours et tribunaux ?	192
8.11.	Quels sont les inconvénients de l'arbitrage par rapport aux cours et tribunaux ?	194
8.12.	Quelle est la juridiction nationale compétente au cas où les parties n'indiqueraient rien dans leur contrat ?	195
8.13.	Quelle juridiction est compétente dans le cas où le défendeur - peu importe sa nationalité - est établi dans l'Union européenne, peu importe le lieu du domicile ou du siège social du demandeur (dans ou en dehors de l'U.E.) ?	196
8.14.	Quelle juridiction est compétente dans le cas où le défendeur ou le demandeur - peu importe sa nationalité - est établi en Suisse, en Norvège ou en Islande ?	197
8.15.	Quelle juridiction est compétente dans le cas où le défendeur est établi en dehors de l'U.E. ou en dehors de la Suisse, de la Norvège ou en Islande ?	198
8.16.	Comment assurer l'exécution d'une décision prise par un juge national dans un pays étranger ?	198
8.17.	Comment assurer l'exécution d'un jugement à l'intérieur de l'Union européenne et de certains pays de l'AELE ?	200
8.18.	Qu'en est-il de la reconnaissance et de l'exécution des sentences arbitrales ?	201

- 8.19. Vu la complexité en ce qui concerne la compétence judiciaire et la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers, ne cherche-t-on à uniformiser les principes ? 202

CHAPITRE 9 : COMMENT REDIGER VOS CONDITIONS GENERALES A L'EXPORTATION ?

- 9.1. Qu'est-ce que des conditions générales de vente ? 203
- 9.2. Qu'est-ce que des conditions générales d'achat ? 204
- 9.3. Si les conditions générales sont standards, sont-elles négociables ? 205
- 9.4. Comment s'assurer que vos conditions générales pourront être appliquées ? 206
- 9.5. Concrètement, comment le client marque-t-il son accord sur des conditions générales de vente ? 208
- 9.6. Y a-t-il moyen d'éviter de devoir toujours communiquer les conditions générales au client ? 209
- 9.7. Que se passe-t-il lorsque le client envoie un bon de commande avec ses propres conditions générales d'achat ? 209
- 9.8. Comment éviter de devoir se soumettre aux conditions générales d'achat envoyées avec le bon de commande ? 211
- 9.9. Faut-il adapter vos conditions à l'export ? 212
- 9.10. Certaines clauses peuvent-elles être considérées comme abusives ? 213
- 9.11. Existe-t-il des lois qui condamnent les clauses abusives ? 214
- 9.12. Existe-t-il des modèles de conditions générales dont vous pourriez vous inspirer ? 215

CHAPITRE 10 : PEUT-ON VENDRE A L'ETRANGER VIA DES INTERMEDIAIRES ?

- 10.1. Que signifie "vente par intermédiaires" ? 217
- 10.2. Qu'est-ce qu'un agent commercial ? Quel est son rôle ? 219
- 10.3. Quels sont les avantages et les inconvénients de prendre un agent ? 221
- 10.4. A quoi ressemble un contrat d'agence ? 222
- 10.5. Quel est le statut de l'agent ? 223
- 10.6. Quelles sont les obligations des parties dans un contrat d'agence ? 224
- 10.7. Comment l'agent est-il rémunéré ? 225
- 10.8. Quel est le pourcentage des commissions d'un agent ? 226
- 10.9. A quel moment la commission est-elle due à l'agent et pour quelles affaires ? 227
- 10.10. En cas de rupture du contrat d'agence, à quoi a droit l'agent ? 228

10.11. Que signifie "VRP" en France ?	230
10.12. Est-ce préférable pour une entreprise non-française de faire appel à un VRP ou à un agent, en France ?	231
10.13. Qu'est-ce qu'un distributeur ?	232
10.14. Quels sont les avantages et inconvénients du distributeur ?	233
10.15. Que faire pour ne pas restreindre ou fausser, dans un contrat de distribution, le jeu de la concurrence dans l'Union européenne ?	234
10.16. Peut-on prévoir une clause de non-concurrence dans un contrat de distribution ?	235
10.17. Quelles sont les indemnités auxquelles le distributeur a droit, en cas de rupture du contrat de distribution ?	236
10.18. Quelles sont les indemnités de rupture que prévoit le droit belge ?	237

Chapitre 11 : A QUAND L'UNIFORMISATION EUROPEENNE OU MONDIALISATION DU DROIT DES CONTRATS DE VENTE ?

11.1. N'envisage-t-on pas, dans notre monde moderne, de tenter d'uniformiser le droit international des affaires ?	239
11.2. Au sein des Nations Unies, il existe la CNUDCI : quelle est l'activité de cette institution ?	240
11.3. L'Institut International pour l'Unification du Droit Privé UNIDROIT : quelle est l'activité de cette institution ?	241
11.4. Au niveau européen, se dirige-t-on également vers une harmonisation globale du droit des contrats ?	242
11.5. Les conventions internationales et les dispositions européennes actuelles ne sont-elles pas déjà suffisantes ?	243

CONCLUSION	245
-----------------------------	-----

ANNEXE 1	251
---------------------------	-----

ANNEXE 2	287
---------------------------	-----

ANNEXE 3	293
---------------------------	-----

BIBLIOGRAPHIE	295
--------------------------------	-----

GLOSSAIRE	297
----------------------------	-----

INDEX	313
------------------------	-----